

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**RAPPORT N° 9**

**CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DES BOUCHES-DU-RHONE**

**REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 31 Mars 2017**

**SOUS LA PRESIDENCE DE MME MARTINE VASSAL**

**RAPPORTEUR(S) : MME MARINE PUSTORINO**

---

**OBJET**

Action Parrainage vers l'emploi des jeunes diplômés : convention liant le  
Département des Bouches-du-Rhône et Nos Quartiers ont des Talents

---

**Direction Générale Adjointe de la Solidarité  
Direction de l'Insertion  
0413317376**

## PRESENTATION

Le Département est en charge de la politique publique d'insertion sociale et professionnelle. La loi précise que chaque bénéficiaire du Revenu Solidarité Active (BRSA) a droit à un accompagnement social et/ou professionnel, adapté à ses besoins, réalisé avec un référent de parcours, de façon à retrouver un emploi.

Le Conseil départemental finance dans son Programme Départemental d'Insertion (PDI) des dispositifs portés par des partenaires en participant non seulement aux dépenses de structures mais aussi résultats obtenus.

La demande présentée dans ce rapport ressort de la politique obligatoire d'insertion. Elle est portée par l'association « Nos Quartiers ont des Talents » (NQT). L'action relève de l'accompagnement professionnel.

## OBJET DU RAPPORT

L'Association « Nos Quartiers ont des Talents » propose l'action « **Parrainage vers l'emploi des jeunes diplômés** » pour 70 bénéficiaires du RSA (BRSA).

L'association, créée en 2008, a conclu au niveau national 800 partenariats avec des entreprises telles que, AIRBUS, NATIXIS, Lagardère, Kedge, LVMH, BNP PARIBAS, Carrefour, Crédit Agricole, Société Générale, Allianz, VINCI, SANOFI ou LAFARGE. Les collectivités territoriales sont également très présentes et 9 050 parrains sont comptabilisés.

Il est proposé dans le cadre de cette nouvelle action, que le Département adhère à ce réseau.

Il s'agit d'accompagner dans leur recherche d'emploi des jeunes, diplômés d'un BAC +3 ans et plus, âgés de moins de 30 ans et issus des quartiers prioritaires ou de milieux défavorisés et de les mettre en relation avec une entreprise ou une collectivité locale dans le cadre d'un parrainage.

Le parcours se déroule sur 12 mois maximum.

Les entretiens, mensuels, d'1h30 environ entre le jeune et son tuteur, se déroulent au sein de l'entreprise.

Le suivi du parcours du jeune, le suivi de son parrainage et le suivi du travail réalisé en ateliers collectifs sont assurés par un chargé de mission de l'association NQT.

Un taux de sorties positives de 50 %, soit 35 BRSA (emploi durable, retour en formation ou création d'activité) est le résultat attendu pour cette action.

Il est proposé de financer cette action du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018.

## PROPOSITIONS ET FINANCEMENT

Il est proposé de financer l'action à hauteur de **25.000,00 €** selon la proposition énoncée dans le tableau ci-après :

<b>Nos Quartiers ont des Talents</b>  <u>Adresse siège social</u> : 34 rue des Renouillères 93200 Saint Denis  <u>Nom du Président</u> Yazid CHIR  <u>Adresse antenne départementale</u> : 70 Bld du Sablier – 13008 Marseille  <u>Nom du correspondant</u> Blanche TURNER	Parrainage vers l'emploi des jeunes diplômés  Du 01/04/2017 au 31/03/2018  Département	<b>70 BRSA</b>	<b>Montant total de l'action :</b> 148.206,00 €  <b>Montant proposé Année 2017</b> 25.000,00 €  <b>Cofinancements :</b> Etat : 35.000,00 € Région : 10.000,00 € Autre : 11.182,00 €  <b>Autofinancement :</b> 67.024,00 €	2017.1/1  N° INS-000687  CTD du 03/02/2017  <b>Nouveau dossier</b>
--	--	----------------	---	--

## CONCLUSION

Cette dépense d'un montant total de 25.000,00€ sera imputée au chapitre 017 du budget départemental.

Au bénéfice des considérations qui précèdent et sur proposition de Madame la Déléguée à l'insertion sociale et professionnelle, je vous serais obligée de bien vouloir prendre la délibération ci-jointe.

Signé  
La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL

**Direction de l'Insertion**

Service du Budget, des Conventions et des Marchés Publics

☎ : 04.13.31.73.76

---

**Organisme : NOS QUARTIERS ONT DES TALENTS**

**N° Dossier : 2017.1/1**

**Pôle d'Insertion : Département des Bouches-du-Rhône**

**Intitulé de l'action: Parrainage vers l'emploi des jeunes diplômés BAC +3 et plus, de moins de 30 ans, bénéficiaires du RSA.**

**Nouveau**

**Programme : 16009 - opération :1007132**

---

**CONVENTION**

**Entre**

**Le Département des Bouches-du-Rhône**, représenté par sa Présidente Madame Martine VASSAL, autorisée à signer la présente convention par délibération n°..... de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 31 mars 2017 ;

ci-après désigné **le Département**,

**et**

**Nos Quartiers ont des Talents**

Adresse : 34 rue des Renouillères – 93200 Saint Denis

Représentée par Mme / M.....ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu de sa qualité de Président(e) ;

ci-après désignée **l'Organisme**,

Certifié transmis à la Préfecture le 6 Avril 2017

*Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le Code du Patrimoine ;*

*Vu la délibération n°        du Conseil Départemental des Bouches-du Rhône en date du 31 mars 2017, relative à l'adoption du Programme Départemental d'Insertion (PDI) pour les années 2017-2019 ;*

*Vu la demande de subvention enregistrée le 3 janvier 2017 sous le n° INS000687 en vue de la réalisation du projet décrit à l'article 1 de la présente convention ;*

*Vu la délibération n° de la Commission Permanente du 31 mars 2017 décidant d'accorder une subvention pour la réalisation de cette action ;*

## **Préambule**

Le projet « **Parrainage vers l'emploi des jeunes diplômés BAC+3 et plus, de moins de 30 ans, bénéficiaires du RSA** », initié et conçu par l'Organisme conformément à son objet social, revêt un intérêt départemental. Ce projet a été retenu par les services du Département pour être intégré à l'offre départementale d'insertion à destination des bénéficiaires du RSA socle.

Il s'inscrit dans le cadre du Plan Départemental d'Insertion (PDI).

A ce titre, cette action fait l'objet de la présente convention liant le Département et l'Organisme et fixant ses modalités de mise en œuvre.

Pour l'application de la présente convention, il sera fait application des définitions ci-après détaillées :

### **Bénéficiaire :**

Personne bénéficiaire du RSA soumise aux droits et devoirs et bénéficiaire de l'action proposée dans le cadre de la convention.

### **Prescripteur :**

Personne qui oriente l'allocataire sur une action d'insertion.

#### Référent unique :

Interlocuteur privilégié du bénéficiaire du RSA, il définit avec l'allocataire soumis aux droits et devoirs les étapes de son parcours d'insertion et les formalise dans un contrat d'engagement réciproque. Il conseille, oriente et coordonne les différentes phases du parcours d'insertion sociale, socio-professionnelle ou professionnelle (article L.262-27 du CASF).

#### Contrat d'Engagement Réciproque (CER) :

Engagement réciproque conclu entre l'allocataire et le Département sur les actions d'insertion à mettre en œuvre en fonction du parcours d'insertion défini. Ce document individuel est obligatoire pour les allocataires soumis aux droits et devoirs.

#### Contrat d'orientation :

Engagement que le bénéficiaire du RSA prend à suivre l'orientation proposée pour un accompagnement adapté à sa situation vers un référent social ou un référent emploi. Le contrat d'orientation a une durée de validité de 3 mois.

#### Correspondant :

Personne chargée de suivre les évolutions de la situation des bénéficiaires du RSA et d'appuyer les actions des référents (article L262-30 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

Il apporte à l'allocataire dans le cadre de son parcours d'insertion un appui ponctuel permettant de bénéficier ou de mobiliser des dispositifs ou des aides qui ne relèvent pas du champ de compétence de son référent. Il peut être personne ressource pour les référents.

**il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Objet de la convention**

Par délibération susvisée de la Commission Permanente, le Département a octroyé un financement à l'Organisme pour la réalisation de l'action suivante « **Parrainage vers l'emploi des jeunes diplômés BAC+3 et plus, de moins de 30 ans, bénéficiaires du RSA** » qui se déroule sur le territoire du département.

Par la présente convention, l'Organisme s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre ledit projet.

Cette subvention étant accordée spécifiquement pour cette action, la présente convention a pour objet d'en préciser les conditions d'utilisation, les modalités de versement ainsi que, le cas échéant, de remboursement.

## **Descriptif de l'action :**

Cette action s'adresse à **70 bénéficiaires du RSA.**

En 2005, à l'initiative des entreprises adhérentes du MEDEF 93 Ouest, une expérimentation a été engagée visant à accompagner dans leur recherche d'emploi les jeunes diplômés bac+4 et plus, âgés de moins de 30 ans et issus prioritairement des quartiers prioritaires ou de milieux sociaux défavorisés, jeunes BRSA ou ayant droits.

En 2008, l'association Nos Quartiers ont des Talents est créée et couvre l'ensemble de l'Île de France.

A compter de 2009, l'association se déploie sur le territoire national.

En 2012, Nos Quartiers ont des Talents a souhaité ouvrir une antenne en Région Provence – Alpes – Côte - d'Azur afin d'accompagner les jeunes de la région issus de quartiers prioritaires ou de milieux défavorisés dans leur insertion professionnelle.

Forte de son expertise en matière d'accompagnement et compte tenu du nombre croissant de jeunes hauts diplômés en recherche d'emploi, l'association a souhaité poursuivre son action sur le département à destination des bénéficiaires du RSA en valorisant leur parcours et en développant les partenariats avec les structures privées et publiques locales.

## **Article 2 : Objectifs et contenu de l'action**

L'objectif majeur du projet porté par l'association réside en l'identification et l'accompagnement de 70 jeunes diplômés dans le département, bac +3 et plus, âgés de moins de 30 ans bénéficiaires du RSA

Elle consiste à faire parrainer chaque jeune par un cadre supérieur ou dirigeant ou chef d'entreprise en activité, si possible du même secteur d'activité que le sien doté d'une expérience de 8 à 10 ans.

Ce dernier aide le jeune à intégrer les codes de l'entreprise, à améliorer ses outils de recherche d'emploi (CV, lettre de motivation), à adapter son projet professionnel aux métiers qui recrutent et qui lui ouvre son réseau professionnel.

L'association Nos Quartiers ont Des Talents (NQT) affiche sur le plan national 800 partenariats tels que, AIRBUS, NAXITIS, Lagardère, Kedge, LVMH, BNP PARIBAS, Carrefour, Crédit Agricole, Société Générale, Allianz, VINCI, SANOFI, LAFARGE...

Les collectivités territoriales sont également très présentes et 9 050 parrains sont comptabilisés.

Le parcours se déroule sur 12 mois maximum.

### Il se découpe de la manière suivante :

Inscription du jeune sur le site internet NQT dédié;

Mise en lien du jeune avec un parrain 10 à 15 jours suivants l'inscription ;

*Suivi mensuel parrain-jeune :*

Le premier rendez-vous se déroule au sein de l'entreprise du parrain-marraine ;

Le parrain réalise le parrainage sur son temps de travail à raison d'un entretien mensuel d'1h30 environ.

*Suivi des parcours par le chargé de mission Parrainage et Services NQT :*

Suivi mensuel du jeune ;

Suivi parrainage 2 fois / mois ;

Suivi des ateliers collectifs réalisés.

### Objectifs quantitatifs de l'action :

NQT s'engage annuellement à :

- Parrainer, a minima, dans le dispositif « **parrainage des jeunes diplômés BAC+3 et plus, de moins de 30 ans, bénéficiaires du RSA** » 70 jeunes.

- Réaliser la sortie positive de 35 jeunes

Seront considérées comme sorties positives les sorties en emploi ou en formation qualifiante ou toute autre sortie se concrétisant par une sortie du dispositif du RSA.

### Article 3 : Obligations de l'Organisme chargé de l'action

L'Organisme est tenu à une obligation de moyens.

L'Organisme doit s'assurer que la personne bénéficiaire du RSA socle est titulaire d'un contrat d'engagement réciproque préconisant l'action.

L'Organisme est tenu :

- De mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'aboutissement du projet tel qu'il est défini à l'article 1 de la présente convention et à réaliser l'ensemble des actions prévues ;
- D'autoriser le contrôle de l'action dont il a la charge par les agents du Département habilités, notamment l'accès aux documents comptables et administratifs ;
- De ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres Organismes, sociétés, collectivités privées ou œuvre et ce, conformément à l'article L.1611-4 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;



De ne communiquer à aucun tiers un quelconque document et/ou renseignement concernant le bénéficiaire sinon pour l'exécution de la présente convention. Il ne recueillera ni ne conservera d'informations nominatives sur le bénéficiaire (du RSA) autres que celles nécessaires à la réalisation de l'action et ne les utilisera et conservera que pour les finalités légitimes ;

- De respecter les règles applicables en matière de conservation et d'archivage des documents papiers et des documents électroniques, produits ou obtenus dans le cadre des missions qui lui sont confiées, de manière conventionnelle, par le Département, conformément au Code du Patrimoine (articles L.211-1 et 211-4, L.213-3, article 16 du décret n° 79-1037 du 03/12/1979 modifié) ;
- De faire apparaître le soutien du Département des Bouches-du-Rhône au projet, quels que soient les moyens de communication utilisés pour en informer le public et les professionnels, et d'apposer le logo du Conseil Départemental sur tout support graphique et équipement ;
- De respecter la réglementation relative aux traitements de données personnelles (CNIL).

#### **Article 4 : Moyens de l'Organisme affectés à l'action**

L'Organisme s'engage à mettre à disposition les moyens ci-après :



**Article 4- 2 : Moyens Logistiques**

**Locaux :**

**adresse :**

.....  
.....  
.....  
.....

**superficie :**

.....  
.....  
.....  
.....

**Article 4 -3 : Autres moyens matériels**

.....  
.....  
.....  
.....

## **Article 5 : Modalités de suivi et d'évaluation de l'action**

### **Article 5-1: Pour le suivi de l'action**

L'Organisme s'engage à :

- Transmettre au prescripteur ou au référent du bénéficiaire, en accord avec celui-ci, les informations relatives à son parcours dans l'action (principalement : présence du bénéficiaire lors de son rendez-vous prévu avec l'Organisme, intégration dans l'action, résultat à l'issue de l'action) ;
- Mettre en place un comité de suivi qui se réunira, **au minimum**, deux fois durant le déroulement de l'action, au début ou au cours de l'action puis à la fin de l'action. Il rassemblera un représentant du/des Pôle(s) d'Insertion et des référents uniques.  
Ce comité de suivi fait état des situations individuelles des bénéficiaires intégrés dans l'action, en utilisant obligatoirement les supports fournis par le Département à savoir **le Livret de suivi Individualisé de Parcours et la liste des bénéficiaires du RSA intégrés à l'action** -documents type fournis par les services de la direction de l'insertion- **ainsi que tout autre document utile**. Ils doivent être adressés par mail au pôle d'insertion en amont du comité de suivi. ;

Les documents « **fiche de bilan de l'action** », document type également fourni par les services de la direction de l'insertion, **et la liste des bénéficiaires du RSA intégrés à l'action** feront office de compte rendu du comité de suivi et seront à adresser, par mail, à la fois au(x) Pôle(s) d'Insertion (Directeurs et techniciens) et au coordonnateur territorial du Service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats (SOIP) en charge du suivi de l'action.

**Le document 3 est également et impérativement à adresser à l'adresse mail unique suivante [public-en-insertion@cg13.fr](mailto:public-en-insertion@cg13.fr) pour une vérification automatique du statut de RSA des personnes à la date d'entrée dans l'action. ;**

- Mettre en place un comité de pilotage qui se réunira, 1 fois par an au minimum ;

Ce comité de pilotage rassemblera les représentants des co-financeurs de l'action, dont le Département représenté par des agents de la Direction de l'Insertion, soit le coordonnateur territorial référent du Service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats et le directeur du/des Pôle(s) d'Insertion concerné(s) ou leur(s) représentant(s), et les représentants des prescripteurs.

Le Comité de pilotage a vocation à apprécier la mise en œuvre de l'action sur le territoire et à mobiliser les partenaires locaux autour de l'action pour améliorer les conditions de sa réalisation.

La structure assure la mise en œuvre de l'action et présente aux co-financeurs les éléments de bilan, intermédiaires ou finaux (**cf fiche de bilan de l'action**) ainsi que tout autre document utile.

Enfin la structure adresse un compte-rendu du comité de pilotage (**dont la fiche de bilan de l'action et la liste des bénéficiaires du RSA intégrés à l'action**) ainsi que la liste des personnes présentes, au pôle d'insertion ainsi qu'au coordonnateur territorial du service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats en charge du suivi de l'action.

### **Article 5-2 : Pour l'évaluation de l'action**

L'Organisme s'engage à :

- Utiliser tout support fourni par le Département en respectant les règles d'utilisation et les délais fixés par le celui-ci ;
- Transmettre au Pôle d'Insertion référent et au Service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats à l'adresse suivante :

#### **Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**

Direction de l'Insertion

Service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats

4 Quai d'Arenc

CS70095 13304 Marseille cedex 02

dans un délai maximum de trois mois à l'issue de la période conventionnée:

- ✓ un bilan financier (recettes perçues et dépenses effectuées aux titres des actions prévues) ;
- ✓ un rapport complémentaire à **la fiche de bilan de l'action** sur la réalisation de l'action, faisant apparaître une évaluation globale quantitative et qualitative du projet, assortie d'une analyse des résultats.

### **Article 5-3 : Pour la justification de l'utilisation de la subvention**

L'Organisme fournira les justificatifs de l'utilisation de la subvention :

- une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, du bilan financier du dernier exercice connu ainsi que de tous les documents faisant connaître les résultats de son activité (article L611-4 alinéa 1 du CGCT). Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) devront être conformes au plan comptable des associations ;

Pour les associations soumises aux obligations de l'article L.612-4 du code du commerce, le bilan, compte de résultat et annexes doivent être certifiés par un commissaire aux comptes dans les trois mois suivants leur approbation à la Direction des Journaux Officiels, en vue de leur mise en ligne sur son site internet afin d'être rendus publics ;

Pour les associations non soumises aux dispositions de l'article L.612-4 du code du commerce, le bilan et les comptes doivent être établis par un expert-comptable ;

- Un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu financier est déposé, dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée (article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000), auprès du Département à l'adresse suivante :

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**  
Direction de l'Insertion  
Service du Budget des Conventions et des Marchés Publics  
4, quai d'Arenc  
CS70095  
13304 Marseille Cedex 2

En cas de modification dans ses statuts ou dans ses organes, l'association, soit communique sans délai au Département la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 6 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de la déclaration enregistrée dans le Répertoire National des Associations (RNA).

En outre, l'association doit fournir au Département la copie des pièces relatives à tout changement domiciliaire bancaire.

### **Article 6: Promotion de l'égalité femmes/hommes**

En application des objectifs de la charte de l'égalité femmes/hommes dont il est signataire, le Département souhaite que les informations du rapport complémentaire à **la fiche de bilan de l'action** mentionné à l'article 5-2 fassent apparaître le genre.

L'Organisme s'engage à diffuser et promouvoir une culture d'égalité femmes/hommes au sein de sa structure et dans la réalisation de ses missions et à sensibiliser et/ou former ses salariés sur ce sujet.

## **Article 7 : Montant et financement de l'action**

Le Département s'engage à verser à l'Organisme une subvention d'un montant de **25 000 €** Ce versement s'effectuera en 2 fois :

- **50 %, soit 12.500,00 € demandés par l'Organisme après notification de la convention signée ;**
- **le solde, soit 12.500,00 € à l'issue de l'action, sur présentation par l'Organisme du :**
  - document 2 visé dans l'article 5 en deux exemplaires papiers. **La liste des bénéficiaires du RSA intégrés à l'action est impérativement à adresser à l'adresse mail unique suivante [public-en-insertion@cg13.fr](mailto:public-en-insertion@cg13.fr) pour une vérification automatique du statut de RSA des personnes.**
  - **la liste des sorties dont 35 d'entre elles doivent être des sorties positives.**  
**En deçà des 35 placements, seront retenus 357,00€ par sortie positive non effectuée.**

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la totalité du solde de la subvention, ou de demander le reversement de tout ou partie de la subvention si celle-ci n'a pas été totalement employée ou n'est pas totalement nécessaire au regard du descriptif de l'action et des objectifs précités dans les articles 1 et 2.

L'engagement des crédits du Département ne préjuge pas de sa décision éventuelle d'accepter la valorisation de sa dépense dans le cadre des aides de la communauté européenne.

Le mandatement des sommes dues se fera exclusivement par virement bancaire ou postal dans les délais imposés par les règles de la comptabilité publique.

Les demandes de versement de la première fraction et du solde de la subvention en 3 exemplaires et un bilan final sont à envoyer à l'adresse suivante :

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**  
Direction de l'Insertion  
Service du Budget, des Conventions et des Marchés publics  
4 Quai d'Arenc  
CS70095  
13304 Marseille Cedex 02

**Désignation du bénéficiaire du règlement (joindre obligatoirement un RIB) :**

nom de la banque et domiciliation :			
code banque (5 chiffres)	code guichet (5 chiffres)	n° de compte (11 chiffres, indiquez les zéros)	clé (2 chiffres)

N° SIRET (14 chiffres) ou SIREN (9 chiffres) :

.....

Il est bien précisé que le ou les règlements s'effectueront sur présentation d'une demande de paiement de la subvention en trois exemplaires dont un original, uniquement après notification de la convention à l'Organisme. Le mandatement des sommes dues se fera exclusivement par virement bancaire (ni chèque ni mandat) dans les délais indispensables aux contrôles nécessités par les règles de la comptabilité publique.

Chacune des pièces mentionnées à l'article 5 devra **impérativement** être produite pour permettre d'attester la réalité de l'action fournie avant de déclencher le versement du solde de la convention.

Ces pièces ne seront toutefois pas transmises à la paierie départementale pour des raisons de confidentialité.

**Article 8 : Sanctions**

En cas d'inexécution par l'association des obligations décrites dans la présente convention, ou au cas où l'association n'aurait pas réalisé l'action prévue en objet dans les délais impartis, le Département ne versera pas le solde de la subvention et pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées à ce titre. Le Département en informera l'association par lettre recommandée avec accusé de réception après examen des justificatifs et observations éventuellement présentés par l'association.

**Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où l'association fait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.



## **Article 10 : Modification de la Convention**

Toute modification du contenu de la présente convention sera approuvée par la Commission Permanente du Conseil Départemental et fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

## **Article 11 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de **12 mois** à compter du **01/04/2017 jusqu'au 31/03/2018**.

La date prévisionnelle peut être reportée à la demande de l'Organisme dans la limite maximale d'un an, pour tenir compte d'éventuels obstacles à la réalisation de l'action aux dates initialement prévues. Dans le cas où une date de démarrage ne peut être arrêtée au moment de l'établissement de la convention, c'est la date de notification de la convention qui est prise en compte ; dans ce cas l'action doit se dérouler dans la période maximum d'un an suivant cette date.

## **Article 12: Responsabilités**

Les activités de l'Organisme sont placées sous sa responsabilité pleine et entière. Celui-ci doit souscrire tout contrat d'assurance lié à l'activité.

La responsabilité du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ne pourra pas être recherchée.

## **Article 13 : Litiges et contentieux**

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

**Date :**

**Signatures :**

**Pour l'Organisme**

Le Président de l'Organisme

(avec tampon de l'Organisme)

**Pour le Département**

La Vice-Présidente du Conseil  
Départemental

Mme / M.....

Madame Marine PUSTORINO